



Diagnostic partagé des Hauts-de-France

Contribution au Contrat de Plan Régional du Développement des Formations et de l'Orientation Professionnelles 2022-2027, intégrant le Schéma Régional des Formations Sanitaires et Sociales - SRFSS

Synthèse - Édition 2021

Sommaire

Paysage de la formation professionnelle en région Hauts-de-France	4
Les formations du schéma régional des formations sanitaires et sociales	5
Population	6
État de santé et niveau social de la population	7
Économie - Entreprises - Emplois	9
Emplois sanitaires et sociaux	17
Marché du travail	18
Marché du travail sanitaire et social	20
Formation en voie scolaire et en apprentissage	21
Formation continue	25
Formations sanitaires et sociales	27
Sources	29



INTRODUCTION

Depuis 2014, les Régions ont la compétence de mise en place d'une stratégie régionale de développement de la formation et de l'orientation professionnelles. Cette stratégie prend la forme d'un « Contrat de Plan Régional de Développement des Formations et de l'Orientation Professionnelles » (CPRDFOP).

Élaboré au sein de l'instance quadripartite qu'est le « Comité Régional de l'Emploi, de la Formation et de l'Orientation Professionnelles » (CREFOP), le CPRDFOP est une feuille de route sur 6 ans, partagée par la Région, l'État et les Partenaires Sociaux.

Il s'inscrit dans une volonté partagée d'opérationnalité et de cohérence de l'ensemble des dispositifs d'orientation et de formation professionnelles, qu'ils relèvent de la formation initiale (scolaire et apprentissage) ou continue (demandeurs d'emploi ou salariés).

Il présente les actions partenariales à mettre en oeuvre en termes de formation professionnelle et d'orientation en cohérence avec les besoins du territoire en matière d'emplois, de compétences et de qualifications.

Les priorités opérationnelles du CPRDFOP s'appuient sur un diagnostic partagé. Les travaux en ont été confiés au C2RP Carif-Oref Hauts-de-France et à son réseau des partenaires de l'OREF (Observatoire Régional Emploi Formation).

Ainsi, les partenaires du réseau OREF directement impliqués dans la démarche de construction du CPRDFOP et du SRFSS « Schéma Régional des Formations Sanitaires et Sociales » - à savoir la Direccte, la DRAAF, la DRJSCS, les Rectorats, la Région, les Partenaires Sociaux et Pôle emploi - se sont mobilisés afin de produire ce diagnostic qui s'appuie à la fois sur :

- les données quantitatives des différentes institutions,
- l'expertise croisée et pluridisciplinaire des membres du réseau.

Ce diagnostic explore en particulier les champs de l'emploi, du marché du travail et de la formation (initiale et continue).

Ce document permet ainsi de poser un regard renouvelé sur la région Hauts-de-France afin d'alimenter la rédaction et les propositions d'actions à prioriser dans le cadre du CPRDFOP.

PAYSAGE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE EN REGION HAUTS-DE-FRANCE

VAE - Validation des Acquis de l'Expérience

Formation professionnelle initiale

Voie scolaire

Apprentissage

Enseignement supérieur

Formation continue des demandeurs d'emploi

Formations financées
par le Conseil régional

Formations financées
par Pôle emploi

Formations financées
par d'autres
financeurs
(Etat, Agefiph, OPCO,
Transition Pro)

Formations financées
par le demandeur
d'emploi (CPF)

Formation continue des salariés

Formations financées par les
OPCO et Transition Pro

Formations financées
par les entreprises

Formations financées
par le salarié (CPF)

La nouvelle nomenclature des diplômes par niveau

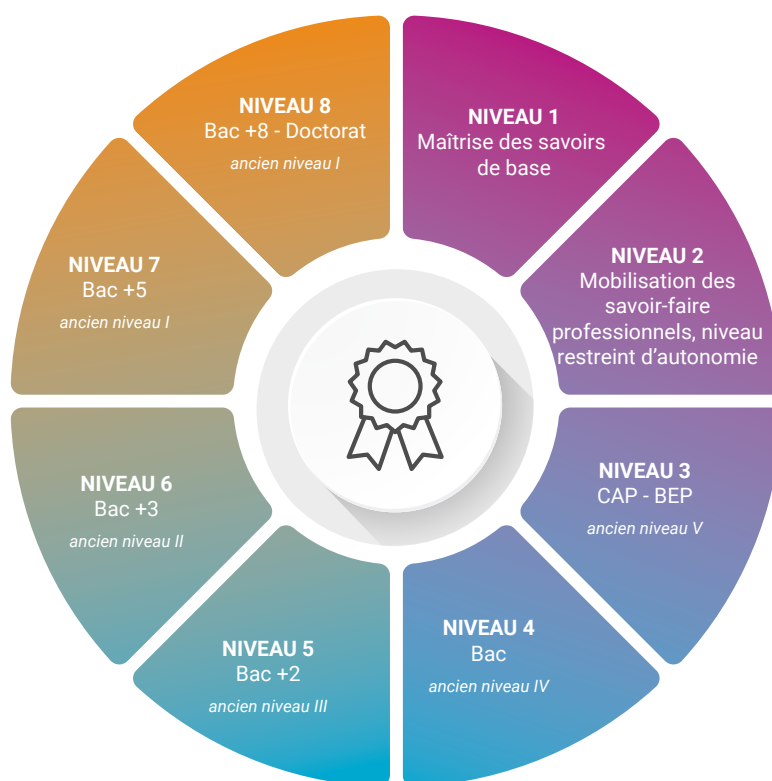
Le décret n°2019-14 du 8 janvier 2019 fixe un nouveau cadre national des certifications professionnelles. Celui-ci est défini selon les recommandations du Conseil européen concernant le cadre européen des certifications pour l'éducation et la formation tout au long de la vie.

Ainsi, depuis janvier 2019, les niveaux de formation sont classés autrement : **la nomenclature de 1969 (Niveaux V à I) est remplacée par une nomenclature comprenant 8 niveaux (niveau 1 à 8).**

Chacun des 8 niveaux correspond au niveau de qualification associé à chaque certification professionnelle en fonction de critères de gradation des compétences nécessaires à l'exercice d'activités professionnelles.

Ces critères permettent d'évaluer :

- la complexité des savoirs associés à l'exercice de l'activité professionnelle,
- le niveau des savoir-faire, qui s'apprécie notamment en fonction de la complexité et de la technicité d'une activité dans un processus de travail,
- le niveau de responsabilité et d'autonomie au sein de l'organisation de travail.



LES FORMATIONS DU SCHÉMA RÉGIONAL DES FORMATIONS SANITAIRES ET SOCIALES

SANITAIRE

PROFESSIONS DE SOIN

DE Aide-soignant	Niveau 4
DE Auxiliaire de puériculture	Niveau 4
DE Infirmier	Niveau 6
DE Infirmier anesthésiste	Niveau 7
DE Infirmier de bloc opératoire	Niveau 6
DE Puériculture	Niveau 6

MÉTIERS DE LA RÉÉDUCATION ET DE LA RÉADAPTATION

DE Audioprothésiste	Niveau 6
DE Ergothérapeute	Niveau 6
DE Masseur-kinésithérapeute	Niveau 7
Certificat de capacité orthophoniste	Niveau 7
Certificat de capacité orthoptiste	Niveau 6
DE Pédiacre-podologue	Niveau 6
DE Psychomotricien	Niveau 5

PROFESSIONS MÉDICALES ET PHARMACEUTIQUES

DE Préparateur en pharmacie hospitalière	Niveau 5
DE Sage-femme	Niveau 7

PROFESSIONS TECHNIQUES DE LA SANTÉ

DE Ambulancier	Niveau 3
DE Manipulateur d'électroradiologie médicale	Niveau 6
DE Technicien de laboratoire médical	Niveau 5

MÉTIERS DE L'ENCADREMENT ET DE LA FORMATION

Diplôme de cadre de santé	Niveau 6
---------------------------	----------

SOCIAL

MÉTIERS DE L'ACCOMPAGNEMENT SOCIAL

DE Assistant de service social	Niveau 6
DE Assistant familial	Niveau 3
DE Conseiller en économie sociale et familiale	Niveau 6
DE Médiateur familial	Niveau 6

MÉTIERS DE LA FILIÈRE ÉDUCATIVE

DE Accompagnant éducatif et social	Niveau 3
* spécialité accompagnement de la vie en structure collective	
* spécialité accompagnement à l'éducation inclusive et à la vie ordinaire	
DE Educateur de jeunes enfants	Niveau 6
DE Educateur spécialisé	Niveau 6
DE Educateur technique spécialisé	Niveau 6
DE Moniteur éducateur	Niveau 4

PROFESSIONS DE L'AIDE À DOMICILE

DE Accompagnant éducatif et social	Niveau 3
* spécialité accompagnement de la vie à domicile	
DE Technicien de l'intervention sociale et familiale	Niveau 4

MÉTIERS DE L'ENCADREMENT ET DE LA FORMATION

Certificat d'aptitudes aux fonctions d'encadrement et de responsable d'unité d'intervention sociale	Niveau 6
Certificat d'aptitudes aux fonctions de directeur d'établissement ou de service d'intervention sociale	Niveau 7
DE Ingénierie sociale	Niveau 7



POPULATION



Quel paysage pour le nouveau CPRDFOP ?

Au 1^{er} janvier 2021, la région Hauts-de-France compte 5 975 800 habitants et devient la 5^{ème} région la plus peuplée de France métropolitaine. Avec un solde migratoire négatif et un excédent naturel particulièrement bas au cours de l'année 2020, la population recule dans tous les départements à l'exception de l'Oise.

La région reste la plus jeune de France métropolitaine mais la part des moins de 30 ans diminue. A l'horizon 2050, les seniors (65 ans et plus) représenteront un quart de la population régionale.

Le nombre de personnes diplômées continue d'augmenter : la région rattrape son retard par une diminution de 5 points de la part des non-diplômés mais cette proportion reste supérieure au national. En outre, la part des diplômés de l'enseignement supérieur augmente. Dans la même tendance, le taux de scolarisation des jeunes de 15-24 ans augmente.

En 2021, le nombre d'habitants diminue, la région compte moins de 6 millions d'habitants et devient la 5^{ème} région la plus peuplée de France métropolitaine ¹

- La région compte 5 975 800 habitants, soit 12 000 de moins en un an.
 - Elle occupe désormais le 5^{ème} rang des régions les plus peuplées derrière l'Ile-de-France, Auvergne-Rhône-Alpes, la Nouvelle-Aquitaine et l'Occitanie.
 - Les départements du Nord et du Pas-de-Calais concentrent 7 habitants sur 10.
- La région Hauts-de-France reste la plus densément peuplée derrière l'Ile-de-France.
 - 188,8 habitants/km² (119 habitants/km² en France métropolitaine), une densité qui cache des disparités territoriales. La population reste concentrée sur la métropole lilloise, le sud de l'Oise et le littoral.
- La population diminue, à contre-courant de la tendance nationale (- 0,2% par rapport à 2020 contre + 0,2% au national)
 - Tous les départements perdent des habitants, à l'exception de l'Oise où la population reste stable.
 - Le solde des arrivées sur les départs s'établit à - 0,2%, soit le 2^{ème} déficit migratoire le plus élevé derrière l'Ile-de-France au niveau national.
 - En 2020, le solde naturel reste positif (+ 4 000 personnes), mais chute sous l'effet de l'augmentation de 11% des décès liée à la crise sanitaire (soit + 6 000 décès).

La région reste la plus jeune de France métropolitaine pour sa part des moins de 20 ans, la part des moins de 30 ans diminue ²

- 26% de la population est âgée de moins de 20 ans (25,7% en Ile-de-France et 24% en France métropolitaine).
- La part des moins de 30 ans diminue (- 1,3 pts) et représente, en 2018, 37,8% de la population (35,5% en France métropolitaine).
- En 2050, la région compterait un peu moins de 1,5 million d'habitants de moins de 20 ans, soit près de 120 000 personnes de moins qu'en 2013 dans cette même tranche d'âge.

Un vieillissement progressif de la population. Les seniors représenteront un quart de la population en 2050 ³

- Les seniors (65 ans et plus) représentent 17,8% de la population (+ 2,3 pts entre 2013 et 2018).

- Proportion plus faible qu'au niveau national (19,8%)
- La part des seniors va fortement augmenter durant les prochaines années et représentera 25% en 2050.

La région Hauts-de-France demeurerait la 5^{ème} région la plus peuplée en 2050 ⁴

- La croissance démographique est plus modérée que dans les autres régions. Selon les projections de l'Insee, à l'horizon 2050, la région resterait la 5^{ème} de France métropolitaine.
 - 5 798 600 de personnes en 2050 (derrière l'Ile-de-France, l'Auvergne-Rhône-Alpes, l'Occitanie et la Nouvelle Aquitaine)

Le taux de scolarisation des 15-24 ans augmente mais reste en-deçà du taux national ⁵

- En 2018, 63,2% des jeunes de 15 à 24 ans en Hauts-de-France sont scolarisés (+ 1,4 pts entre 2013 et 2018) contre 66% en France métropolitaine.

Le niveau de formation dans la région reste inférieur à la moyenne nationale ⁶

- En Hauts-de-France, la part de non diplômés diminue fortement entre 2013 et 2018 mais reste supérieure au niveau national.
 - En Hauts-de-France : 28,3% de la population non scolarisée de 15 ans ou plus ne possède aucun diplôme (ou Brevet des collèges), 24,4% en France métropolitaine.
- A l'inverse, la part des diplômés de l'enseignement supérieur augmente (+ 2,8 pts)
 - Dans la région, 22,3% de la population non scolarisée de 15 ans ou plus est titulaire d'un diplôme de l'enseignement supérieur, 27,4% en France métropolitaine.

En Hauts-de-France, plus d'un jeune de 16 à 25 ans sur cinq est non inséré (ni en emploi, ni en études) ⁷

- 170 700 jeunes de 16-25 ans sont non insérés (22,9%), soit le taux le plus élevé de France métropolitaine.
 - 18,0% en France métropolitaine

L'académie d'Amiens : la plus touchée de France métropolitaine par des difficultés en lecture ⁸

- En 2020, la part des jeunes en difficulté de lecture s'élève à 12,9% dans l'Aisne, 12,2% dans la Somme et 11,1% dans l'Oise. Cette part est plus faible dans le Nord et le Pas-de-Calais, respectivement 8% et 8,6%.
 - 9,5% en France métropolitaine



ÉTAT DE SANTÉ ET NIVEAU SOCIAL DE LA POPULATION

La région Hauts-de-France a le 2^{ème} taux de natalité le plus fort de France métropolitaine ⁹

- En 2020, 11 enfants pour 1 000 habitants en Hauts-de-France (13,7 en Ile-de-France)
- 2^{ème} rang de France métropolitaine pour le nombre de naissances : 751 597 naissances vivantes en 2019
- Plus jeunes mères de France métropolitaine : 29,9 ans en moyenne à la naissance
 - 30,9 ans en France métropolitaine

La région a la plus faible espérance de vie à la naissance de France métropolitaine ¹⁰

- 76,6 ans pour les hommes
 - 79,2 ans en France métropolitaine
- 83,1 ans pour les femmes
 - 85,2 ans en France métropolitaine

Le taux de mortalité prématuré en région est le plus élevé de France métropolitaine ¹¹

- 2,5 décès pour 1 000 habitants de 0 à 64 ans
- Le taux de mortalité infantile est équivalent à la moyenne nationale.
 - 3,8 décès pour 1 000 enfants nés vivants (3,6 au national)
- Le taux de mortalité des 65 ans ou plus est le plus élevé de France métropolitaine.
 - 45,8 décès pour 1 000 habitants de 65 ans ou plus (39,6 au national)

Les enfants de moins de 3 ans surreprésentés en Hauts-de-France ¹²

- 4,7% de la population régionale est âgée de moins de 3 ans, 4,4% en France métropolitaine.
 - Les moins de 3 ans de la région représentent 10% des moins de 3 ans de France métropolitaine.
 - Les moins de 3 ans sont notamment surreprésentés dans les départements du Nord et de l'Oise : 4,9% de la population départementale.

477 275 personnes âgées de 75 ans et plus en région Hauts-de-France, soit 7,9% de la population régionale

- Le Nord est le 2^{ème} département où le nombre de personnes âgées de 75 ans et plus est le plus important de France métropolitaine : 196 228 personnes.

Le 2^{ème} taux de pauvreté le plus élevé de France métropolitaine ¹³

- 18,0% de la population vit sous le seuil de pauvreté en 2018 contre 14,8% au national.
- Le revenu médian disponible par unité de consommation est le plus faible de France métropolitaine.
 - 20 110 euros en Hauts-de-France (21 730 au national)

La part de la population bénéficiaire de prestations sociales est plus élevée en Hauts-de-France qu'au niveau national ¹⁴

- En 2019, 104 allocataires de minima sociaux (AAH, ASS, RSA socle) pour 1 000 habitants de la région Hauts-de-France
 - 80 pour 1000 habitants en France métropolitaine
- La région Hauts-de-France a la part de la population couverte par le RSA la plus importante.
 - 80 pour 1 000 habitants en région, 53 pour 1000 en France métropolitaine
 - Le Nord est le département ayant le nombre d'allocataires du RSA de 15-69 ans le plus élevé de France métropolitaine : 109 335 bénéficiaires.
- 187 bénéficiaires d'allocations familiales pour 1 000 ménages ¹⁵
 - 166 en France métropolitaine
 - Le Nord est le département ayant le plus de ménages bénéficiant d'allocations familiales de France métropolitaine : 203 493 ménages.
 - L'Oise est le département ayant la plus forte densité d'allocataires dans la région : 200 allocataires pour 1 000 ménages
- 39 bénéficiaires de l'AAH (Allocation aux Adultes Handicapés) pour 1 000 habitants en région ¹⁶
 - 33 pour 1 000 en France métropolitaine
- La région compte 649 839 bénéficiaires d'une allocation logement, soit -0,9% par rapport à 2018 ¹⁷.
 - Le Nord est le département ayant le plus de bénéficiaires d'allocation logement de France métropolitaine : 320 810.
- 112 bénéficiaires de la CMU-C (Couverture Maladie Universelle Complémentaire) ¹⁸ pour 1 000 habitants ¹⁹
 - 79 pour 1 000 habitants en France métropolitaine
 - De fortes disparités départementales : 126 pour 1 000 habitants dans le Nord, 80 pour 1 000 habitants dans l'Oise
- 93 bénéficiaires de l'ACS (Aide au paiement d'une Complémentaire Santé) pour 1 000 habitants en région
 - 106 en France métropolitaine
- 84 bénéficiaires de l'Allocation Personnalisée d'Autonomie pour 1 000 habitants de 60 ans et plus ²⁰, 75 pour 1 000 en France métropolitaine
 - 107 allocataires pour 1 000 habitants de 60 ans et plus dans le Pas-de-Calais
 - 55 allocataires pour 1 000 habitants de 60 ans et plus dans l'Oise



- La région Hauts-de-France affiche un taux d'équipement un peu plus faible qu'au national.
 - 44 000 lits pour 595 EHPAD*
- La région est mieux dotée pour l'accueil des personnes âgées en résidences autonomie avec plus de 11 500 places.
 - Troisième taux régional pour ce type d'équipement derrière Ile-de-France et Normandie
 - La région est également mieux dotée en USLD* avec plus de 3 000 lits.
 - Deuxième région la mieux dotée en USLD* derrière la Corse.
- De même, avec près de 14 000 places en SSIAD* et SPASAD*, la région est de loin celle qui affiche le taux d'équipement pour ces services le plus élevé.

* EHPAD : établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes

* USLD : unités de soin de longue durée

* SSIAD : services de soins infirmiers à domicile

* SPASAD : services polyvalents d'aide et de soins à domicile

Implantation des EHPAD en région Hauts-de-France



Source : ARS, Base Finess, Atlasante, – Offre de services sanitaires, médico-social et social



Quel paysage pour le nouveau CPRDFOP ?

Malgré le choc Covid de la mi-mars 2020, la croissance économique se poursuit en Hauts-de-France. La région s'inscrit dans la tendance nationale avec un taux de chômage qui atteint un niveau sensiblement plus bas qu'il y a 5 ans (9,4% contre 12,4% en 2016), tout en restant le plus élevé de France métropolitaine.

La région Hauts-de-France compte plus de 2 millions d'emplois salariés au 1^{er} trimestre 2021 (+ 69 820 emplois salariés entre le 1^{er} trimestre 2016 et le 1^{er} trimestre 2021).

Alors que des hausses significatives sont observées dans les secteurs de la construction et des services marchands, le nombre d'emplois dans le secteur de l'industrie ne cesse au contraire de diminuer. Quant au secteur tertiaire non marchand, il profite du rebond post-crise sanitaire pour entamer une hausse de ses effectifs, mais perd néanmoins 3 600 emplois entre le 1^{er} trimestre 2016 et le 1^{er} trimestre 2021.

Les créations d'entreprises sont l'objet d'une hausse record en 2020, sous l'impulsion des créations de micro-entreprises, principalement dans le secteur « Commerce, transport et hébergement-restauration ». Cette hausse, plus rapide qu'au niveau national, est néanmoins en partie explicable par le report de dossiers de créations d'entreprises pendant la crise sanitaire. Elle est aussi essentiellement concentrée dans des activités de services liés aux difficultés de mobilités engendrées par le confinement.

5^{ème} PIB régional de France métropolitaine, concentrant 7,2% de la richesse nationale ²²

- Le PIB régional s'élève à 167 milliards d'euros en 2018.
- Après la Corse, le PIB/habitant est le deuxième plus faible de France métropolitaine : 27 823 €/habitant en région (35 763 € en France métropolitaine).
- Le PIB/emploi est légèrement supérieur à la moyenne hors Ile-de-France : 74 969€ contre 74 843 €.

ÉTABLISSEMENTS ET CRÉATIONS D'ENTREPRISES ²³ : une dynamique de créations/défaillances d'entreprises dans la moyenne nationale

Une hausse importante des créations d'entreprises portée par les micro-entrepreneurs

- Près de 51 500 entreprises ont été créées en 2020, soit + 59,8% en cinq ans.
- Cette hausse est à nuancer au regard du report des dossiers de créations d'entreprises à la suite de la période de confinement, ainsi que de la nature des créations d'entreprises, concentrée principalement dans le secteur « Commerce, transport et hébergement-restauration ».
- Dans ce cadre, la hausse s'explique principalement par le développement des activités de livraison à domicile et de vente à distance.

Les défaillances d'entreprises sont au plus bas en région

- Près de 2 400 défaillances ont été comptées en 2020, soit - 54,5 % en cinq ans.
- Sur un an, le secteur de l'hébergement-restauration enregistre la plus forte baisse, mais c'est aussi le secteur le plus bénéficiaire du fonds de solidarité.
- Le recours à la procédure de sauvegarde, et la fermeture temporaire des tribunaux ont sans doute participé à cette baisse.

Une plus forte présence d'établissements employeurs de 50 salariés ou plus qu'en moyenne nationale

- 149 810 établissements actifs employeurs en Hauts-de-France en 2018, soit 7% du parc national
- Une part plus importante d'établissements de 50 salariés et plus : 4,6% contre 3,7% en France métropolitaine

A travers 8 pôles de compétitivité, 12 parcs d'innovation et 32 clusters*, la région Hauts-de-France conforte sa place sur l'économie innovante et intensifie la Recherche et le Développement sur plusieurs secteurs



* Liste des clusters en Hauts-de-France disponible en annexe

Plus de 2,1 millions d'emplois (salariés et non-salariés) en Hauts-de-France

- Soit 8,1% des emplois de France métropolitaine
- 5^{ème} région de France en nombre d'emplois
- En 5 ans, le nombre d'emplois est très légèrement en hausse de 1,3%.

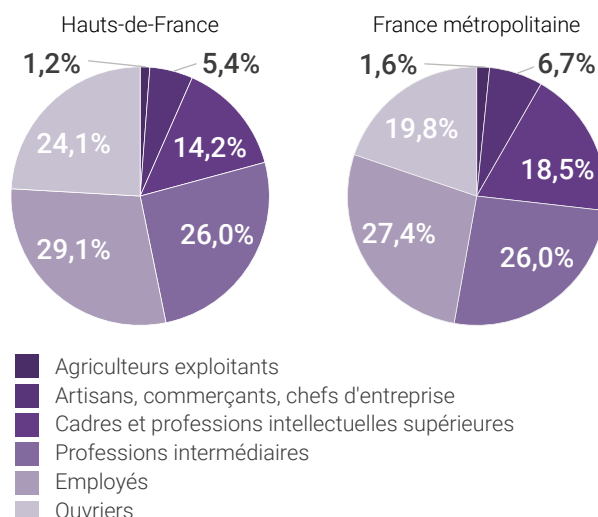


+ 28 350 emplois salariés et non-salariés (entre 2013 et 2018)

La région poursuit sa dynamique de rapprochement de la structure nationale des emplois mais la sous-représentation d'emplois cadres reste marquée en région ²⁵

- Une proportion d'ouvriers et d'employés plus importante qu'en France, au détriment des cadres et professions intellectuelles supérieures
- 24,1% d'ouvriers et 29,1% d'employés (19,8% et 27,4% en France métropolitaine)
- 14,2% de cadres et professions intellectuelles supérieures (18,5% au national)

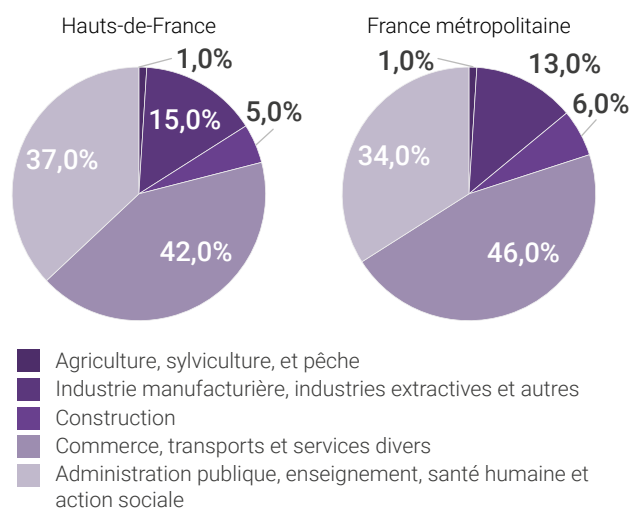
Répartition des catégories socio-professionnelles des emplois (salariés et non-salariés) en 2018



La région Hauts-de-France se caractérise par une proportion d'emplois dans les secteurs industriel et tertiaire non marchand (emplois salariés et non-salariés) plus importante qu'au national ²⁶

- La région se caractérise par une surreprésentation du tertiaire non-marchand et de l'industrie.
- Mais une sous-représentation du tertiaire marchand, parmi lesquels principalement l'hébergement-restauration et plus globalement les secteurs liés au tourisme.
- Concentrant 9,1% des emplois industriels de France métropolitaine, la région reste l'une des 4 régions industrielles les plus importantes de France métropolitaine.

Répartition du nombre d'emplois (salariés et non-salariés) par secteur d'activité en 2018

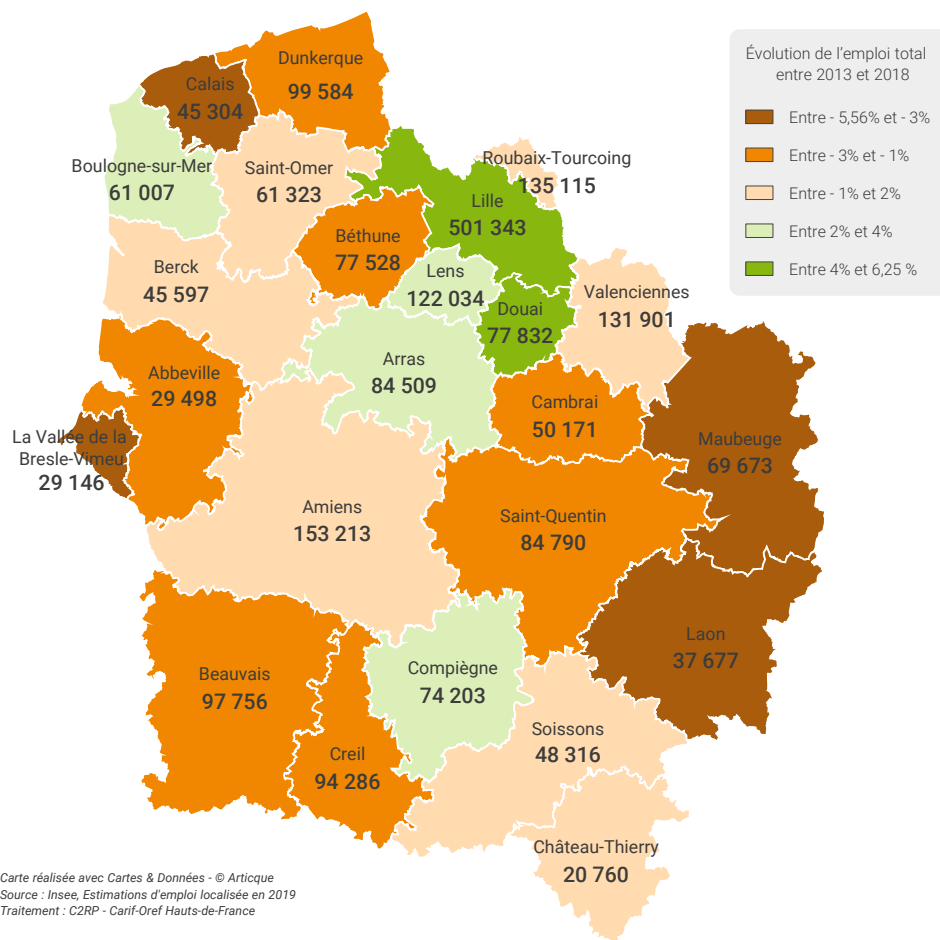


Une dynamique d'emploi portée par la métropole lilloise ²⁷

■ En cinq ans, l'évolution de l'emploi total est :

- **Très positive** sur les zones d'emploi de Lille et Douai
- **Relativement stable** dans les zones d'emploi de Valenciennes, Amiens, Berck, Saint-Omer et Roubaix-Tourcoing
- **En diminution importante** dans les zones d'emploi de Calais, Maubeuge, Laon et la Vallée de Bresle-Vimeu

Nombre d'emplois sur la zone d'emploi et évolution entre 2013 et 2018



La région Hauts-de-France compte plus de 2 millions d'emplois salariés au 1^{er} trimestre 2021

- En 5 ans, l'emploi salarié total augmente dans les Hauts de France.



+ 69 800 emplois salariés (entre le 1^{er} trimestre 2016 et le 1^{er} trimestre 2021)

- Après une chute temporaire du nombre d'emplois engendrée par le confinement des deux premiers trimestres 2020, le nombre total d'emploi salariés rattrape sa dynamique d'avant-crise.
- Néanmoins, la tendance est toujours en deçà de la dynamique nationale.

Évolution du nombre total d'emploi salariés



Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoiss-Urssaf, Dares, Insee

45 % des emplois salariés sont concentrés sur le secteur « Commerce, transport, hébergement-restauration et services divers »

- Au 1^{er} trimestre 2021, le secteur tertiaire marchand compte 906 700 emplois salariés.
- En 5 ans, l'emploi salarié augmente dans le secteur.



+ 46 300 emplois salariés sur le tertiaire marchand depuis le 1^{er} trimestre 2016

- Les mesures de confinement durant la crise sanitaire ont fortement impacté ce secteur de services, en particulier l'emploi intérimaire.
- Un an après le début de la crise Covid, le secteur n'a pas retrouvé son niveau de fin 2019.

Évolution du nombre d'emploi salariés dans le tertiaire marchand (dont intérim)



Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoiss-Urssaf, Dares, Insee

La dynamique d'emploi s'inverse récemment dans le secteur « Administration publique, enseignement, santé et action sociale » qui concentre 37 % des salariés

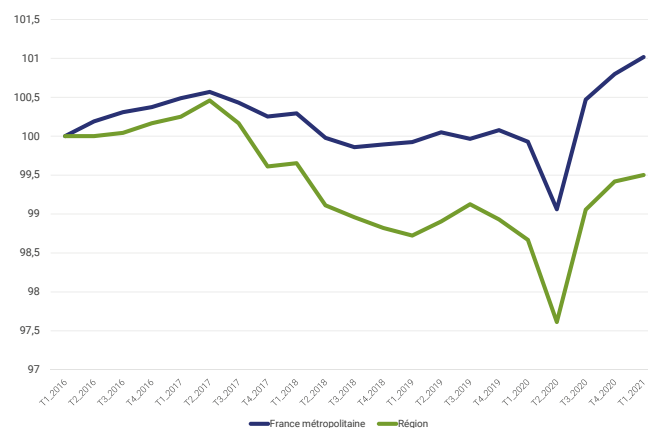
- Au 1^{er} trimestre 2021, le secteur tertiaire non marchand représente 717 200 emplois salariés en région.
- Depuis 2017, l'emploi salarié a tendance à diminuer sur le secteur tertiaire non marchand, au total :



- 3 600 emplois salariés sur le tertiaire non marchand depuis le 1^{er} trimestre 2016

- Après une baisse de 1 point sur le 2^{ème} trimestre 2020, le nombre d'emplois augmente mais le secteur peine à rattraper son retard sur la tendance nationale.

Évolution du nombre d'emploi salariés dans le tertiaire non marchand



Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoiss-Urssaf, Dares, Insee

Le secteur de l'industrie pèse encore 15 % des emplois régionaux, il innove constamment pour se renouveler mais l'emploi diminue sur ce secteur

- Au 1^{er} trimestre 2021, le secteur de l'industrie représente 280 700 emplois salariés en région.
- En 5 ans, le secteur industriel a perdu des emplois salariés.



- 17 000 emplois salariés sur le secteur industriel depuis le 1^{er} trimestre 2016

- L'industrie reste très présente en région avec 9,1% des effectifs salariés de France métropolitaine.
- Contrairement à une tendance nationale plutôt stable, le secteur industriel en Hauts-de-France continue de perdre des emplois salariés.
- Ce secteur reste innovant grâce aux pôles de compétitivité et parcs d'innovation (cf. carte page 10).

Une dynamique positive confirmée dans le secteur de la construction, qui représente 5 % des emplois régionaux

- Au 1^{er} trimestre 2021, le secteur de la construction compte 112 100 emplois salariés en région.
- En 5 ans, le secteur progresse en emplois salariés.



+ 6 800 emplois salariés dans la construction depuis le 1^{er} trimestre 2016

- Avec des conséquences de la crise-Covid quasi-nulles, la reprise de l'emploi salarié dans le secteur est nette depuis 2017, encore que moins prononcée qu'au national.

Légère décline dans l'agriculture, représentant 1% des emplois, dans une région qui demeure un espace agricole majeur

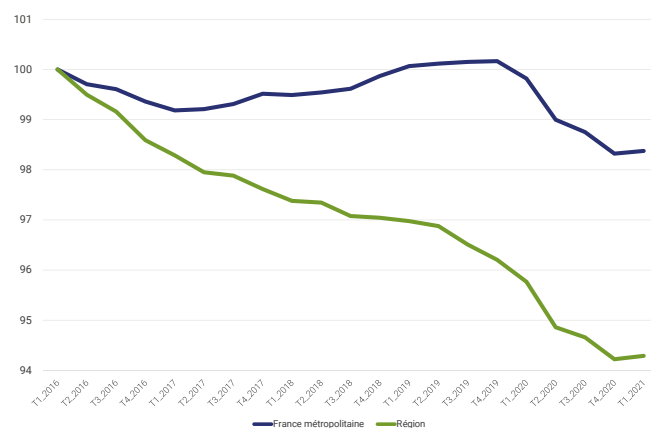
- Le secteur de l'agriculture en Hauts-de-France compte 20 700 emplois salariés au 1^{er} trimestre 2021.
- En 5 ans, le secteur a perdu en emplois salariés.



- 800 emplois salariés dans le secteur agricole depuis le 1^{er} trimestre 2016

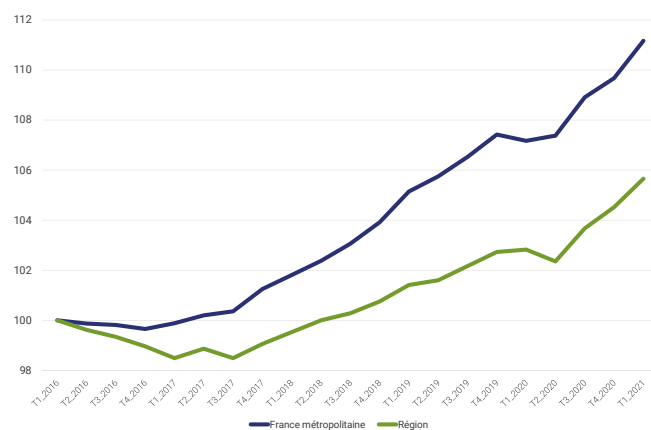
- La région reste la 1^{ère} région productrice de chicorée à café (95% de la production nationale), d'endives (93%), de petits pois (68%), de pommes de terre (64%), de betteraves industrielles (49%), d'haricots verts (35%) et de blé tendre (20%).
- Alors qu'en 2016, plus de 25 000 exploitations agricoles avaient leur siège dans la région, la région Hauts-de-France demeure la première région de France entière en termes de surface agricole : 69% du territoire (52% au national).

Évolution du nombre d'emploi salariés dans l'industrie



Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoess-Urssaf, Dares, Insee

Évolution du nombre d'emploi salariés dans la construction



Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoess-Urssaf, Dares, Insee

Évolution du nombre d'emploi salariés dans l'agriculture



Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoess-Urssaf, Dares, Insee

Une disparité de métiers en tension dans la région qui font l'objet d'une offre de formation renforcée via la formation professionnelle continue³⁰

- Depuis 2020, la Dares et Pôle emploi calculent et fournissent deux types d'indicateurs du niveau de tension des métiers :
 - Un indicateur de **tension globale**, permettant de classer les métiers en fonction de l'équilibre entre l'offre et la demande d'emploi, le taux de sortie des listes des demandeurs d'emplois, et les projets de recrutement anticipé comme difficiles par les employeurs.
 - Des indicateurs de **tensions complémentaires**, qui ne sont pour certains pas directement liés au calcul de la tension principale, mais qui permettent tout de même d'éclairer sur les facteurs à l'origine de cette tension principale.
- Les métiers avec les plus fortes tensions globales se caractérisent par **une dominance de métiers de l'industrie manufacturière, du génie civil et des travaux de construction spécialisés, et de l'informatique**.
 Dans le détail, le top 10 des métiers avec les plus fortes tensions principales en région, rassemble les métiers de :

1. Ingénieurs du BTP, chefs de chantier et conducteurs de travaux (cadres)

Tension très élevée en matière d'intensité, et élevée en matière de lien emploi-formation et de manque de main-d'œuvre disponible

2. Ingénieurs et cadres d'étude, recherche et développement en informatique, chefs de projets informatiques

Tension très élevée en matière de manque de main-d'œuvre disponible, d'intensité d'embauche et de lien emploi-formation

3. Techniciens des assurances

Tension très élevée en matière de manque de main-d'œuvre disponible, et élevée en matière de lien emploi-formation et d'inadéquation géographique

4. Techniciens en mécanique et travail des métaux

Tension très élevée en matière de manque de main-d'œuvre disponible et d'inadéquation géographique, et élevée en matière de lien emploi-formation

5. Représentants auprès des particuliers

Tension très élevée en matière d'intensité d'embauche, et élevée en matière d'inadéquation géographique

6. Techniciens experts

Tension très élevée en matière de manque de main-d'œuvre disponible, et élevée en matière d'inadéquation géographique

7. Techniciens en électricité et en électronique

Tension très élevée en matière de manque de main-d'œuvre disponible, de lien emploi-formation, et élevée en matière d'inadéquation géographique

8. Ingénieurs et cadres technico-commerciaux

Tension élevée en matière d'intensité d'embauche et de manque de main d'œuvre disponible

9. Ingénieurs des méthodes de production, et de la qualité

Tension très élevée en matière d'intensité d'embauche, et de manque de main d'œuvre disponible

10. Cadres de la banque

Tension très élevée en matière de manque de main-d'œuvre disponible, et d'inadéquation géographique, et élevée en matière de lien emploi-formation

Avec des niveaux de tensions faibles à très faibles, la contrainte des conditions de travail ainsi que la durabilité de l'emploi ne sont en revanche que peu en cause dans l'importance des niveaux de tension de ce top.



TOP 10 des métiers avec les plus fortes tensions globales en région

	Tension globale	Tensions complémentaires					
		Intensité des embauches	Lien formation-emploi	Manque de main-d'œuvre disponible	Non-durabilité de l'emploi	Conditions de travail contraignantes	Inadéquation géographique
Ingénieurs du BTP, chefs de chantier, etc.							
Ingénieurs et cadres d'étude, R&D, etc.							
Techniciens des assurances							
Techniciens en mécanique et travail des métaux							
Représentants auprès des particuliers							
Techniciens experts							
Techniciens en électricité et en électronique							
Ingénieurs et cadres technico-commerciaux							
Ingénieurs des méthodes de production, etc.							
Cadres de la banque							

Top 10 établi selon les données Pôle emploi/Dares sur l'année 2019

Le seuil minimum de représentativité des métiers a été fixé à 5 224 emplois en région (médiane tous métiers confondus).

Lecture des niveaux de tension

 Très élevée
  Élevée
  Moyenne
  Faible
  Très faible



EMPLOIS SANITAIRES

162 700 personnes occupent un emploi concerné par les formations paramédicales et de sage-femmes en Hauts-de-France

- Près de la moitié ces personnes occupent un emploi d'infirmier en soins généraux ou un emploi d'aide-soignant en Hauts-de-France.

En Hauts-de-France, une surreprésentation de jeunes parmi les professions sanitaires

- 20,7% de ces personnes en emploi ont moins de 30 ans (19,5% pour l'ensemble des personnes en emploi en région).
- La part de moins de 30 ans est plus importante qu'en moyenne régionale sur les emplois paramédicaux de :
 - Opticiens lunetiers / audioprothésistes : 35%
 - Préparateurs en pharmacie : 28%
 - Infirmiers en soins généraux, salariés : 28%
 - Masseurs-kinésithérapeutes : 28%
 - Techniciens médicaux : 24%
 - Auxiliaires de puériculture : 24%
 - Sages-femmes (libérales ou salariées) : 23%
 - Masseurs-kinésithérapeutes libéraux : 23%
 - Aides-soignants : 21%
 - Puéricultrices : 20%

Une part des plus de 60 ans moins importante qu'en moyenne régionale

- 3,44% de ces personnes en emploi ont 60 ans ou plus (4,49% en moyenne régionale).
- La part de 60 ans ou plus est plus importante qu'en moyenne régionale sur les emplois paramédicaux de :
 - Conducteurs de taxis, ambulanciers et autres artisans du transport, de 0 à 9 salariés : 12%
 - Masseurs-kinésithérapeutes, salariés : 10%
 - Masseurs-kinésithérapeutes, libéraux : 9%
 - Infirmiers libéraux : 6%
 - Cadres infirmiers et assimilés : 6%

EMPLOIS SOCIAUX

118 700 personnes occupent un emploi concerné par les formations sociales en Hauts-de-France

- Près des trois quarts de ces personnes occupent un emploi d'aides à domicile, aides ménagères, travailleurs familiaux et assistantes maternelles en Hauts-de-France.

En Hauts-de-France, une moindre proportion de jeunes occupe ces professions sociales

- 13,3% de ces personnes en emploi ont moins de 30 ans (7,6% en moyenne régionale).
- La part de moins de 30 ans est plus importante qu'en moyenne régionale seulement sur les emplois d'éducateurs de jeunes enfants (24,8%) et les moniteurs de jeunes enfants (20,7%).

A l'inverse, les 60 ans et plus sont surreprésentés parmi ces personnes en emploi

- 7,6 % de ces personnes en emploi ont 60 ans ou plus (4,49% en moyenne régionale).
- La part de 60 ans ou plus est plus importante qu'en moyenne régionale sur les emplois d'éducateurs techniques spécialisés (6,6%), et d'aides à domicile/ aides ménagères et travailleuses familiales (8,3%) et les assistantes maternelles (9,8%).

ENTREPRISES OÙ S'INSÈRENT LES EMPLOIS CONCERNÉS PAR LE SCHÉMA RÉGIONAL DES FORMATIONS SANITAIRES ET SOCIALES

- 80% des emplois concernés par les formations du schéma régional des formations sanitaires et sociales sont occupés dans des entreprises de deux secteurs d'activité :
 - Activités pour la santé humaine
 - Hébergement médico-social et action sociale sans hébergement





Quel paysage pour le nouveau CPRDFOP ?

En Hauts-de-France, entre le 1^{er} trimestre 2016 et le 1^{er} trimestre 2021, le taux de chômage a nettement diminué pour atteindre l'un de ses taux les plus bas depuis 2008 (9,4%). Sur cette période, le taux de chômage diminue plus rapidement en Hauts-de-France qu'en France métropolitaine (- 3 pts contre - 2,1 pts).

En région comme en France, le nombre de demandeurs d'emploi (A, B, C) augmente jusque début 2018. La tendance s'est inversée depuis et s'oriente à la baisse – exception faite de la période de crise Covid. La région s'inscrit dans une dynamique plus favorable qu'au niveau national avec un effectif de demandeurs d'emploi quasiment revenu à son niveau d'il y a cinq ans malgré les conséquences de la crise liée à la Covid-19.

Globalement sur les cinq dernières années, le nombre de demandeurs d'emploi de moins de 25 ans diminue tandis que celui de 50 ans ou plus augmente (comme les tendances démographiques de la population active). Le nombre de demandeurs d'emploi de longue durée connaît quant à lui une hausse particulièrement vive.

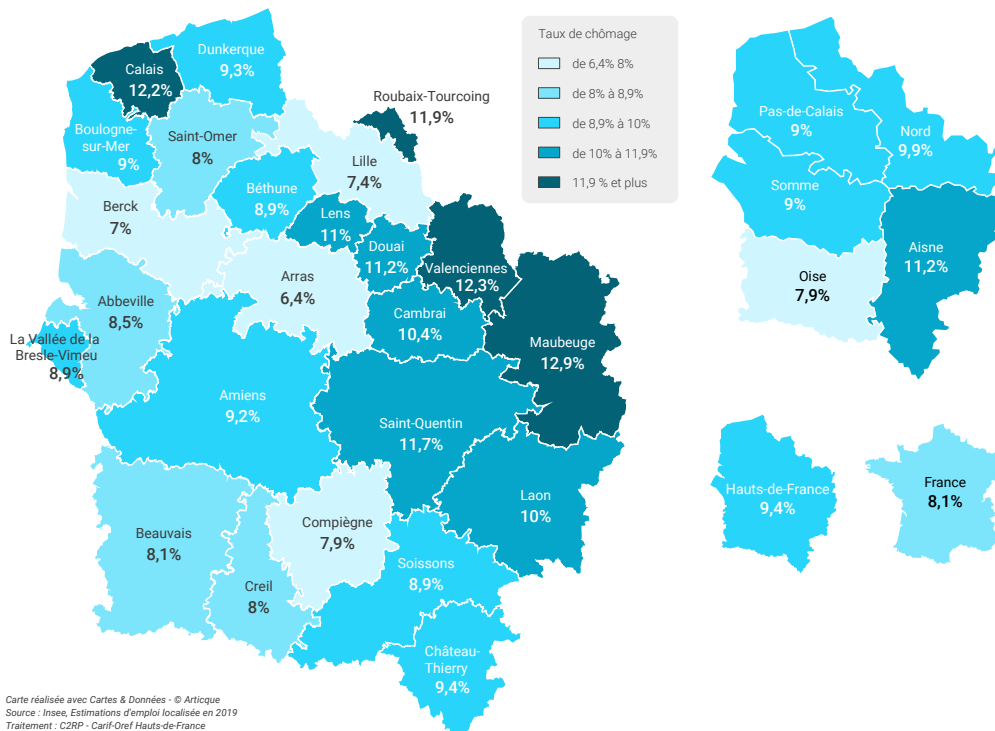
Un recul du taux de chômage plus rapide en région qu'en France métropolitaine ³²

- Au 1^{er} trimestre 2021, le taux de chômage atteint 9,4% de la population active en Hauts-de-France, soit l'un de ses taux les plus bas depuis l'année 2008. Il s'agit néanmoins du taux de chômage le plus élevé de France métropolitaine (7,8% en France métropolitaine), exæquo avec l'Occitanie.
- Toutefois, le taux de chômage régional diminue plus rapidement qu'au niveau national sur les cinq dernières années (- 3 points versus - 2,1 points en France métropolitaine).

Dans les 5 départements régionaux, le taux de chômage diminue mais reste supérieur à la moyenne nationale

- Le taux de chômage le plus élevé en région est celui de l'Aisne (11,2%). Le taux de chômage du Nord est de 9,9%. Les autres départements ont un taux de chômage inférieur à la moyenne régionale : 9% pour les départements du Pas-de-Calais et de la Somme, et 7,9% pour l'Oise.
- Les zones d'emploi de Maubeuge (12,9%), Roubaix-Tourcoing et Valenciennes (12,0%) figurent parmi les plus touchées de France métropolitaine.
- En cinq ans, le taux de chômage a diminué dans l'ensemble des zones d'emploi. En particulier dans les zones d'emploi de Boulogne-sur-Mer (- 4,8 points), de Calais et de Lens (- 4,4 points).

Taux de chômage localisés au 1^{er} trimestre 2021 en Hauts-de-France



576 500 demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, ayant ou non exercé une activité (catégories A, B, C) au 1^{er} trimestre 2021 ³³

- Soit 10,1% des demandeurs d'emploi cat. ABC de France métropolitaine
- 49,8% d'hommes et 50,2% de femmes.
 - Respectivement 48,6% et 51,4% en France métropolitaine

Evolution du nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois cat. ABC



- En cinq ans, le nombre de demandeurs d'emplois ABC a peu augmenté en région (+ 0,4%). L'accroissement est nettement plus prononcé au national (+ 4,6%).
 - Le nombre de demandeurs d'emploi a augmenté jusqu'à début 2018 puis la tendance s'est inversée. Ces évolutions (à la hausse, comme à la baisse) sont plus prononcées dans la région qu'au niveau national.
 - De plus, elles ne se font pas sur les mêmes temporalités : la baisse du nombre de demandeurs d'emploi a démarré plus tôt dans la région (au 1^{er} trimestre 2018) qu'en France métropolitaine (au 3^{ème} trimestre 2018).
 - Dans la région comme en France, la crise Covid a eu pour effet de gonfler les effectifs de demandeurs d'emploi pendant 2 trimestres. La tendance repart néanmoins à la baisse depuis fin 2020, pour atteindre des niveaux d'avant-crise.

La demande d'emploi jeune affiche une baisse prononcée, tout en restant surreprésentée en région

- En lien avec la jeunesse de la région, 89 500 demandeurs d'emplois ont moins de 25 ans au 1^{er} trimestre 2021.
 - Soit 15,5 % des demandeurs d'emploi en région (contre 13,1% en France Métropolitaine)
 - Il s'agit du taux le plus élevé de France métropolitaine, avec la Normandie.
- La demande d'emploi jeune, en diminution progressive depuis plusieurs années, diminue de 10,4% en cinq ans. Une baisse plus favorable qu'au national (-4,2%).

Une hausse importante des demandeurs d'emploi seniors, liée au vieillissement de la population

- 138 320 demandeurs d'emplois ont 50 ans ou plus au 1^{er} trimestre 2021.
 - Soit 23,8 % des demandeurs d'emploi dans la région (contre 26,2% en France Métropolitaine)
- Sur cinq ans, la demande d'emploi des seniors s'affiche en hausse, mais plus contenue (+ 12,5%) qu'en France métropolitaine (+ 17,0%).
 - L'accroissement lié à la période de crise Covid n'échappe pas à ce constat.

Un glissement vers le chômage de longue durée

- 305 330 demandeurs d'emplois de longue durée (inscrits depuis un an ou plus) au 1^{er} trimestre 2021
 - Soit 53,0% des demandeurs d'emploi dans la région (contre 50,5% en France métropolitaine)
 - Sur cinq ans, la proportion de demandeurs d'emploi de longue durée augmente de 28,9% (contre 23,6% en France métropolitaine).
- 180 810 demandeurs d'emploi de très longue durée (inscrits depuis plus de deux ans) au 1^{er} trimestre 2021
 - Soit 31,1% des demandeurs d'emploi dans la région (contre 28,2% en France métropolitaine)
 - Sur cinq ans, la demande d'emploi des demandeurs d'emploi de très longue durée augmente de 8,4% (contre 19,3% en France métropolitaine).

478 300 offres d'emploi diffusées, sur un an glissant, au 1^{er} trimestre 2021 ³⁴

- Plus de 6 offres d'emploi diffusées par Pôle emploi sur 10 sont des contrats durables (plus de 6 mois).
 - 59% des offres sont en CDI et 6% en CDD de plus de 6 mois.
 - 13% sont en CDD de 1 à 6 mois, 1,5% sont en CDD de moins d'un mois et 21% sont sous contrat spécifique (interim, intermittent, saisonnier).
- 3 domaines d'emploi concentrent 38% des offres diffusées :
 - Commerce, vente et mercatique (14%)
 - Services administratifs, comptables et ressources humaines (13%)
 - Travail des métaux-mécanique-maintenance (11%)
- Les offres d'emploi diffusées se concentrent sur 6 principaux métiers :
 - Comptabilité
 - Magasinage et préparation de commandes
 - Assistanat commercial
 - Assistance auprès d'adultes
 - Installation et maintenance d'équipements industriels et d'exploitation
 - Assistance auprès d'enfants

Un établissement sur 5 prévoyait de réaliser au moins un recrutement en 2021 ³⁵

- 203 220 projets de recrutement dont 39,7% étaient anticipés comme difficiles (27,7% en 2016).
- 140 860 projets de recrutement non saisonniers
- 2/3 des projets de recrutement dans le secteur des services :
 - Santé humaine et action sociale
 - Services scientifiques, techniques, administratif & soutien
 - Construction
 - Commerce de détail
 - Administration publique, enseignement
 - Autres activités de services



MARCHÉ DU TRAVAIL SANITAIRE ET SOCIAL

45 700 demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, ayant ou non exercé une activité (catégories A, B, C) au 1^{er} trimestre 2021

- 90% de femmes, 10% d'hommes
- Surreprésentation des demandeurs de moins de 25 ans par rapport à la moyenne (13,2% contre 10,1%)
- Plus de la moitié des demandeurs sont inscrits depuis un an ou plus (52,3%)

36 040 demandeurs d'emploi dans le secteur social et 9 660 dans le secteur sanitaire

41 040 offres d'emploi diffusées au 1^{er} trimestre 2021, sur un an glissant, pour les métiers sanitaires et sociaux (22 000 offres d'emploi diffusées dans le social et 19 040 offres d'emploi diffusées dans le secteur sanitaire)

- 58,1% sont des offres d'emploi en CDI et 5,4% sont des CDD de plus de 6 mois

Les 5 premiers métiers recherchés concentrent 70% des offres d'emploi diffusées

- 22,1% - Assistance auprès d'adultes (ex : accompagnant éducatif et social, auxiliaire de vie...)
- 15,0% - Soins infirmiers généralistes (ex : infirmiers...)
- 14,7% - Services domestiques (ex : aide à domicile, aide ménager, employé de ménage, employé de maison...)
- 12,9% - Soins d'hygiène, de confort du patient (ex : aide-soignant...)
- 5,0% - Intervention socioéducative (ex : éducateur spécialisé...)

Des projets de recrutement en augmentation depuis 2016

- Plus de 29 750 projets de recrutement déclarés en 2021 par les établissements du secteur « Santé humaine et action sociale », soit 12 850 projets de recrutement supplémentaires comparé à 2016. Ce qui représente une hausse de 76% des projets de recrutement en région sur cinq ans (contre + 68% en France métropolitaine).
- Ce secteur pèse 14,6% des projets de recrutement régionaux.
- 52,6% des projets de recrutement sur ce secteur sont jugés difficiles (39,7% pour l'ensemble des secteurs en région). Ils le sont un peu moins qu'en moyenne régionale.
- Ainsi les établissements de ce secteur prévoient notamment de recruter :
 - 5 870 aides-soignants : dont 60% sont jugés difficiles (contre 69,6% en France métropolitaine)
 - 5 390 aides à domicile et aides ménagères : dont 77,9% sont jugés difficiles (contre 79,2% en France métropolitaine)
 - 3 040 infirmiers : dont 63,5% sont jugés difficiles (contre 71,1% en France métropolitaine)
 - 2 520 professionnels de l'animation socioculturelle : dont 29,4% sont jugés difficiles (contre 69,6% en France métropolitaine)
 - 1 970 éducateurs spécialisés : dont 46,2% sont jugés difficiles (contre 46,7% en France métropolitaine)
 - 1 480 agents de service hospitaliers : dont 27% sont jugés difficiles (contre 50,2% en France métropolitaine)



FORMATION EN VOIE SCOLAIRE ET EN APPRENTISSAGE



Quel paysage pour le nouveau CPRDFOP ?

Sous les effets d'une dynamique positive de l'apprentissage et des poursuites d'études, on compte plus de 258 000 lycéens, 48 800 apprentis et 237 850 étudiants en région en 2020.

Historiquement grande région industrielle, l'offre de formation professionnelle est plus développée en région qu'en France. L'écart entre le taux national et le taux régional reste stable. En Hauts-de-France, sous l'effet de la réforme du lycée professionnel visant à revaloriser la voie professionnelle, le taux de passage des 3èmes vers la seconde GT a connu une légère inflexion dès 2018 puis remonte en 2020 (+ 1,3 pt) sous l'effet d'une orientation jugée plus rassurante vers la voie Générale et technologique du fait de la crise sanitaire. A l'inverse, la poursuite d'études vers la voie professionnelle a diminué à la rentrée 2020 (- 1 pt).

Depuis 2016, le taux de réussite au baccalauréat est conforté en région, l'écart avec le national continue de se réduire.

La proportion de bacheliers poursuivant des études dans l'enseignement supérieur est en progression régulière, tout en étant légèrement plus élevé en région qu'en France métropolitaine. La poursuite d'études des bacheliers professionnels en BTS reste plus importante en région qu'au national et continue d'augmenter tandis que le taux de poursuite d'études des bacheliers technologiques en IUT suit cette même tendance pour se rapprocher du taux national.

Le taux d'emploi 6 mois après la sortie de formation reste globalement inférieur à la moyenne nationale et varie selon les niveaux de formation.

Voie scolaire

filières générale et
technologiques et
professionnelle

222 699 lycéens ⁽¹⁾

Apprentissage

48 800 apprentis ⁽²⁾

Enseignement supérieur

STS, CPGE, Universités
et grandes écoles - hors
apprentissage

237 849 étudiants ⁽³⁾

Sources :

(1) BCP - inscrits dans un établissement des ministère de l'EN, Agriculture et pêche, année scolaire 2020-2021

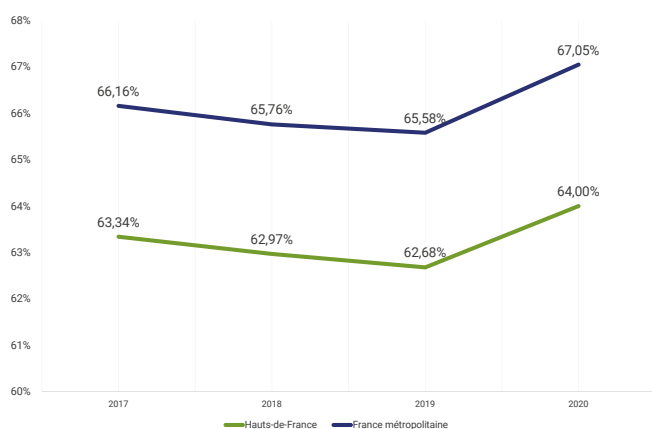
(2) MENJS-MESRI-DEPP, Système d'information sur la formation des apprentis (SIFA). Situation au 31 décembre de l'année 2020

(3) SRESRI - Rectorat - RERS 2021, année scolaire 2020-2021

Une orientation post 3^{ème} majoritairement vers la 2^{nde} générale et technologique ³⁶

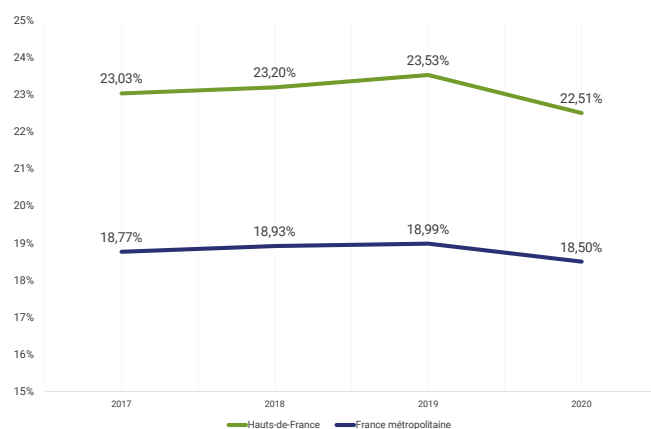
- 64,0% des élèves de 3^{ème} de la région poursuivent vers une 2^{nde} GT (67,1% en France).

Taux de passage post-3^{ème} vers la 2^{nde} GT



Source : MENJS-MESRI, Système d'information scolaire, Sifa, Safran (Extraction APAE)

Taux de passage post-3^{ème} vers la 2^{nde} Pro



Source : MENJS-MESRI, Système d'information scolaire, Sifa, Safran (Extraction APAE)

La poursuite d'études vers la voie professionnelle reste marquée dans la région même si elle a connu une inflexion liée à la crise sanitaire

- En 2020, 22,5% des élèves de 3^{ème} de la région poursuivent vers une 2^{nde} professionnelle (18,5% en France)
 - vers des familles de métiers particulièrement attractives :
 - Métiers de la beauté et du bien-être (taux de pression de 2,5)
 - Métiers de l'alimentation (2,2)
 - Métiers de la maintenance des matériels et des véhicules (1,3)
 - et des familles moins attractives malgré de bonnes perspectives d'insertion ou de poursuite d'études :
 - Métiers de la gestion administrative du transport et de la logistique (taux de pression de 0,7)
 - Métiers de la réalisation d'ensembles mécaniques et industriels (0,6)
 - Métiers du pilotage et de la maintenance d'installations automatisées (0,5)
- Historiquement grande région industrielle, l'offre de formation professionnelle est plus développée dans la région qu'en France. L'écart entre le taux national et le taux régional reste stable.

La poursuite d'études vers le CAP reste stable et plus marquée qu'en France métropolitaine

- 4,4% versus 3,1% en 2020

Persévérance scolaire : une mobilisation continue pour lutter contre le décrochage scolaire et qui a permis de limiter les effets de la crise sanitaire

- 12 300 décrocheurs recensés en octobre 2020
- Depuis octobre 2020, le retour à l'école privilégié pour les jeunes de 16 à 18 ans concernés par l'obligation de formation

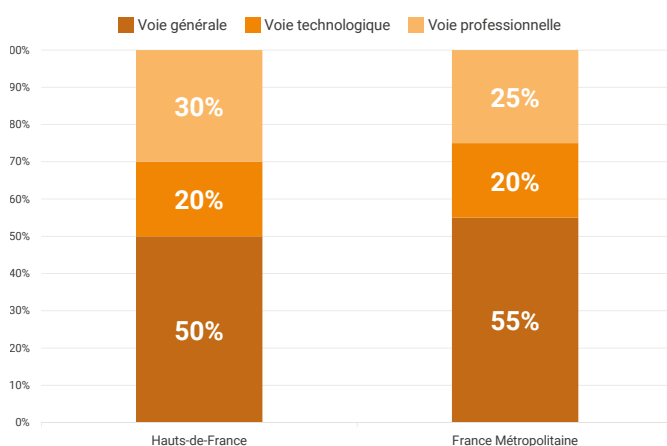
STRUCTURE DES BACHELIERS ET TAUX DE RÉUSSITE

Plus de 222 700 lycéens inscrits en voie scolaire en région Hauts-de-France ³⁷

A la rentrée 2020, en Hauts-de-France, 130 666 élèves de 1^{ère} et de T^{ale} préparent un baccalauréat, soit près de 1 900 élèves de moins qu'à la rentrée 2016.

La proportion d'élèves préparant un baccalauréat général évolue de + 1,7 point au détriment de la voie technologique (- 0,7 pt) et de la voie professionnelle (- 1pt).

Répartition des élèves de 1^{ère} et de Terminale selon le bac préparé



Source : Rectorat de région Académique

Depuis 2016, la répartition régionale des élèves selon le type de bac préparé tend à se rapprocher de la répartition nationale

- 50% des élèves préparent un bac général (55% en France métropolitaine).
 - L'écart avec le national se réduit (- 6 pts à la rentrée 2016, - 5 pts à la rentrée 2020)
- 30% des élèves préparent un bac professionnel (25% au national)
 - L'écart avec le national se réduit (+ 6 pts à la rentrée 2016, + 5 pts à la rentrée 2020)
- 20% des élèves préparent un bac technologique (proportion stable et identique au national)

Les taux régionaux de réussite au baccalauréat tendent à se rapprocher des taux nationaux :

- - 1,7 pts en 2016
- - 1,5 pts en 2019
- - 0,8 pts en 2020 (spécifique en raison de l'aménagement des conditions d'examen - contrôle continu)

POURSUITE D'ÉTUDES DES BACHELIERS

Un taux de poursuite d'études des bacheliers en progression régulière dans la région comme en France métropolitaine ³⁸

- En 2020, 75,8% des bacheliers poursuivent des études dans l'enseignement supérieur (74,9% en France métropolitaine), soit une progression d'environ 0,7 pts par an depuis 2016.
- Un taux légèrement plus élevé dans la région (77,5% versus 77,1% en 2020)

Un taux de poursuite d'études des bacheliers technologiques vers l'IUT : un rattrapage vers le national

- L'écart de - 1,9 pts en 2016 et passé à + 0,1 pt en 2020.

Une forte hausse du taux de poursuite d'études des bacheliers issus de la voie professionnelle

- + 7,9 pts depuis 2016
- A relier avec une politique favorisant l'accès en Section de Technicien Supérieur (STS) pour ces bacheliers
- Pour répondre aux besoins de main d'œuvre des entreprises

Un taux de poursuite d'études des bacheliers professionnels vers le BTS plus important qu'au national

- 37,4% versus 34,7% en France métropolitaine en 2020

ZOOM SUR L'APPRENTISSAGE

+ 15 170 apprentis entre 2016 et 2020 ³⁹

Une très forte augmentation des entrées en contrat d'apprentissage en 2020 ⁴⁰

- En 2020, on dénombre 48 800 apprentis en région Hauts-de-France
 - Soit 8% des apprentis de France métropolitaine.
 - + 35,5% d'entrées en apprentissage entre 2019 et 2020, soit près de 10 000 apprentis supplémentaires en un an. La région suit la dynamique nationale d'augmentation du nombre d'apprentis.
 - 4,6% des 16-29 ans de la région suivent une formation en apprentissage.

L'apprentissage concerne de plus en plus la préparation de diplômes du supérieur ⁴¹

- En 2020, le niveau de diplôme préparé par les apprentis augmente dans la région, comme en France.
 - 47% des 48 800 apprentis de la région préparent un diplôme de l'enseignement supérieur (51% au national).
 - Cette proportion a augmenté comparée à 2016 (les apprentis de niveau supérieur au bac représentaient 37% des apprentis en Hauts-de-France, part identique au national).

La poursuite d'études vers l'apprentissage reste moins développée qu'en France métropolitaine mais l'écart tend à se réduire ⁴²

- A la rentrée 2020, 3,2% des élèves de 3^{ème} poursuivent vers une formation en apprentissage (versus 4,1% en France métropolitaine)
 - Augmentation constante entre 2016 et 2019 : + 2 pts en région et + 2,1 pts en France.
 - L'écart entre le taux régional et national tend à se réduire.
 - Rappelons que cette poursuite est conditionnée à la signature d'un contrat d'apprentissage et que la structure des entreprises en Hauts-de-France est moins favorable que la structure nationale : moindre proportion de TPE-PME et artisanat moins développé.

En 2020, 237 849 étudiants en région Hauts-de-France ⁴³

- Les Hauts-de-France sont la 4^{ème} région française en termes d'effectifs étudiants, soit 9% des effectifs nationaux.
 - Plus de la moitié des effectifs à l'université. Une plus forte représentation des inscrits en Licence (64,0%) qu'au niveau national (60,2%) parmi les effectifs universitaires
 - Des étudiants proportionnellement plus nombreux en BTS et en école d'ingénieur
 - Une forte progression de l'apprentissage dans le supérieur (+ 42,7% sur 2 ans) mais légèrement moindre qu'au niveau national (+ 58,6%)

Une offre de formation supérieure investie par les jeunes des Hauts-de-France ⁴⁴

- Les jeunes des Hauts-de-France sortent moins de la région pour poursuivre leurs études.
 - 65,3% des étudiants en formation supérieure en 2019-2020 en Hauts-de-France ont obtenu leur bac dans la région, versus 59,6% pour l'ensemble des autres régions.
 - 22,6% des étudiants ayant obtenu leur bac en Hauts-de-France suivent leurs études supérieures en dehors de la région en 2019-2020 contre 28% pour l'ensemble des autres régions.
- Une offre de formation répartie sur le territoire mais une concentration des effectifs dans les plus grandes zones urbaines : plus d'un étudiant sur deux en région suit ses études dans l'unité urbaine de Lille.



INSERTION PROFESSIONNELLE SUITE À UNE FORMATION EN VOIE SCOLAIRE OU EN APPRENTISSAGE

Globalement, un niveau de diplôme de l'enseignement professionnel élevé favorise l'insertion dans l'emploi à 6 mois.

- Le taux d'emploi des apprentis est plus élevé (61,1%) que celui des sortants de lycées professionnels (36,6%).

Les taux d'emploi régionaux restent inférieurs à la moyenne nationale, excepté pour les niveaux 5 (BTS) en apprentissage où le taux d'emploi régional est légèrement supérieur au taux national

En 2018-2019, 37% des lycéens professionnels sont en emploi six mois après leur sortie de formation

- 21% des formés de niveau CAP sont en emploi six mois après leur sortie de formation (28% au national)
- 32% des formés de niveau BAC sont en emploi six mois après leur sortie de formation (39% au national)
- 51% des formés de niveau BTS sont en emploi six mois après leur sortie de formation (56% au national)

En 2018-2019, 61% des apprentis sont en emploi six mois après leur sortie de formation

- 51% des formés de niveau CAP sont en emploi six mois après leur sortie de formation (55% au national)
- 66% des formés de niveau BAC sont en emploi six mois après leur sortie de formation (69% au national)
- 71% des formés de niveau BTS sont en emploi six mois après leur sortie de formation (70% au national)



Quel paysage pour le nouveau CPRDFOP ?

Les partenariats régionaux ont été renforcés pour développer l'effort de formation des demandeurs d'emploi pour atteindre plus de 106 000 demandeurs d'emploi formés en Hauts-de-France en 2020.

En 2019, l'Etat et la Région ont signé le Pacte régional d'investissement dans les compétences. L'ambition de ce pacte se traduit par deux défis majeurs en accélérant la transformation du système de formation professionnelle :

- Proposer des parcours qualifiants vers l'emploi, renouvelés dans leurs contenus, au regard des besoins de l'économie en temps réel et de façon prospective
- Garantir l'accès des publics fragiles aux parcours qualifiants par la consolidation des compétences clés

Les résultats de l'enquête conduite par Pôle emploi et le Conseil régional montrent que plus de 50% des stagiaires accèdent à un emploi six mois après la fin de leur formation, les deux tiers d'entre eux sont en emploi durable.

Nombre de personnes formées selon le financement

106 777 demandeurs d'emplois

Salariés

Conseil régional
PRF

Pôle emploi

Autres
financeurs
(ARS, Agefiph...)

Compte
personnel de
formation (CPF)

Transition
professionnelle

OPCO

60 000 ⁽¹⁾

25 000 ⁽²⁾

277 ⁽³⁾

21 500

1 180 ⁽⁴⁾

**Non disponible
à ce jour**

Sources :

(1) Région, données 2020 y. c. formations sanitaires et sociales

(2) Pôle emploi, Fichier des entrées en formation, données brutes 2020

(3) Observatoire régional de la réadaptation professionnelle, données 2020

(4) Transition Pro, données 2020

Un effort de formation inégalé avec une attention particulière vis-à-vis des publics les plus fragilisés

- Un contexte de formation rénové (Pactes régionaux d'investissement dans les compétences, Compte Professionnel de Formation, Transition Pro, création des opérateurs de compétences...)
- Une priorité pour les publics les moins qualifiés de niveau infra Bac et les demandeurs d'emploi de longue durée
- Une action renforcée sur les moins de 26 ans, les bénéficiaires du RSA et les personnes en situation de handicap

En 2020, plus de 106 000 demandeurs d'emploi formés tous financements confondus

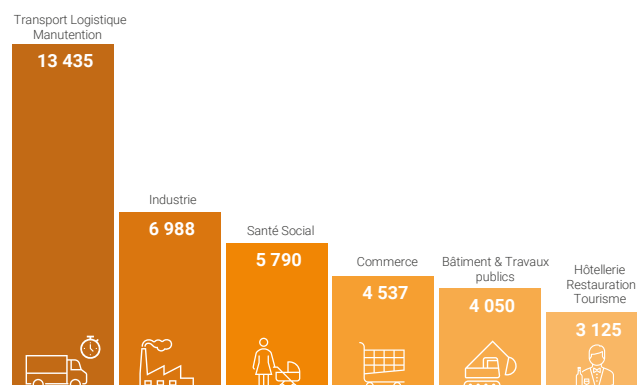
- 60 000 entrées en formation via le Programme Régional de Formation du Conseil régional, soit 10 000 de plus en 4 ans ⁴⁵
 - 48% des formés sont des femmes
 - Plus d'un 1/3 ont moins de 26 ans
 - 10 % ont 50 ans ou plus
 - 54% ont un niveau infra-Bac
 - 35% sont demandeurs d'emploi de longue durée
 - 1 sur 4 ont un droit ouvert au RSA
 - 10% sont des personnes en situation de handicap
- Près de 21 000 entrées en formation financées par Pôle emploi
 - 41% des formés sont des femmes
 - 31% ont moins de 26 ans
 - 10 % ont 50 ans ou plus
 - 40% ont un niveau infra-Bac
 - 16% sont demandeurs d'emploi de longue durée
 - 21% ont un droit ouvert au RSA
 - 10% sont des personnes en situation de handicap

Une offre de formation régionale complémentaire entre la Région et Pôle emploi ⁴⁶

- Une offre de formation financée par la Région majoritairement axée sur la certification
 - 44% des stagiaires visent l'acquisition de compétences professionnelles via la validation d'une certification.
 - Plus d'un tiers des bénéficiaires sont accompagnés et/ou formés pour acquérir des compétences de base.
 - Enfin, 21% des stagiaires suivent une formation pour se professionnaliser ou se spécialiser.
- Une offre de formation financée par Pôle emploi davantage axée :
 - sur l'adaptation au poste de travail : 34% de Préparation opérationnelle à l'emploi (POEI) et d'Action de formation préalable au recrutement (AFPR)
 - sur la réponse personnalisée aux besoins exprimés par les demandeurs d'emploi et non proposée par les autres financeurs : 33% d'Aide individuelle à la formation (AIF)

Une offre de formation en réponse aux besoins des entreprises et des tensions conjoncturelles du marché du travail

- L'offre de formation tient compte de l'expression des besoins des branches professionnelles et des entreprises.
- Plus des trois quarts des entrées se concentrent dans 10 domaines emploi formation (hors formations générales liées aux compétences clés). Principalement dans :



51% des demandeurs d'emploi ayant suivi une formation (tous financeurs confondus) accèdent à un emploi dans les 6 mois après la fin de formation ⁴⁷

- Cet accès à l'emploi varie selon :
 - L'âge : 53% des demandeurs d'emploi formés de moins de 25 ans sont à l'emploi dans les 6 mois contre 41% des 50 ans et plus.
 - Le niveau de diplôme : 46% des demandeurs d'emploi formés de niveau infra-Bac sont à l'emploi dans les 6 mois.
 - Certaines caractéristiques des individus : 37% des demandeurs d'emploi formés bénéficiaires du RSA sont à l'emploi dans les 6 mois ; 36% pour les demandeurs d'emploi formés et en situation de handicap.

Les trois quarts des stagiaires bénéficiaires du Programme Régional de Formation (PRF) du Conseil régional connaissent une sortie positive (en emploi ou en formation) dans les 6 mois qui suivent la fin de formation ⁴⁸

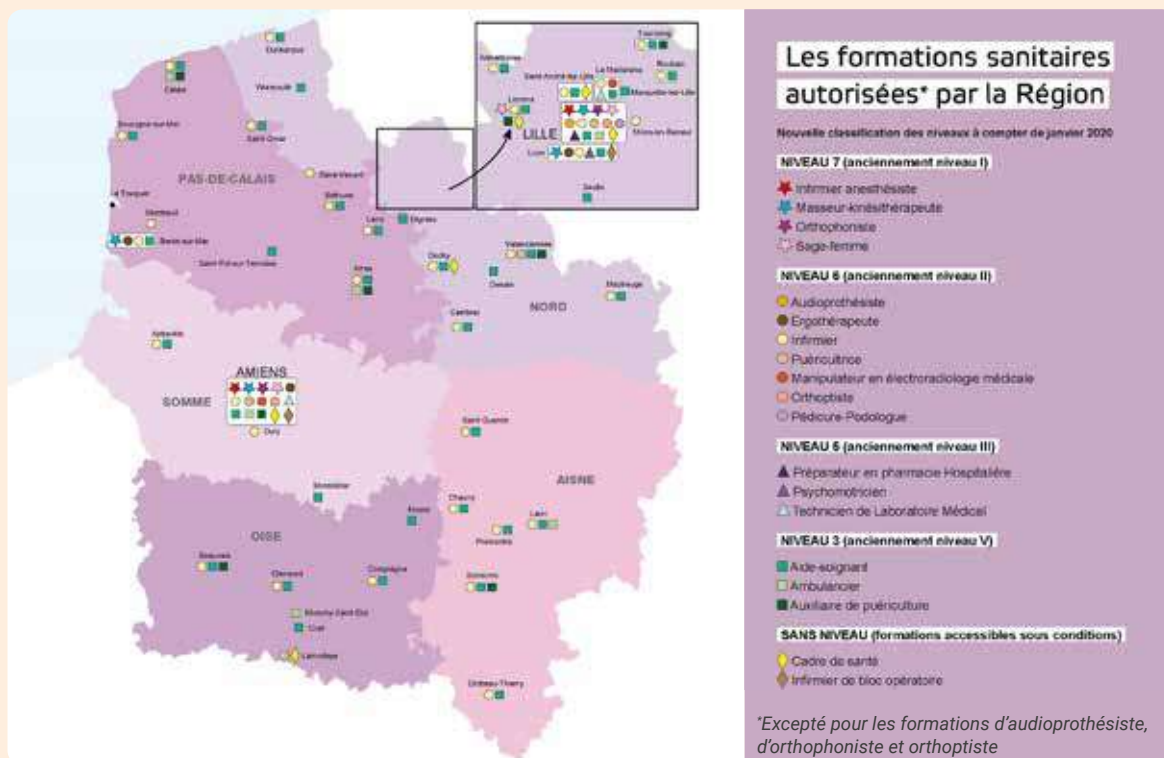
- Près de 6 stagiaires sur 10 sont en emploi durable (CDI, contrat de plus de 6 mois ou création d'entreprise). 91% des emplois occupés par les stagiaires sont localisés dans la région.
- Les demandeurs d'emploi de longue durée s'insèrent plus difficilement : seulement 45% d'entre eux sont en emploi dans les 6 mois après la formation.
- Un retour à l'emploi durable plus favorable pour les niveaux de diplômes les plus élevés : 77% pour les stagiaires de niveau licence et plus, contre seulement 48% pour ceux de niveau infra-Bac.
- Pour 72% des stagiaires en emploi, l'emploi occupé est en lien avec la formation suivie et pour 2/3 d'entre eux, celle-ci est déterminante dans l'obtention de leur emploi.



FORMATIONS SANITAIRES ET SOCIALES

119 formations paramédicales et de sage-femme autorisées en région Hauts-de-France

L'intégralité des 13 formations paramédicales et sage-femme nationales est disponible en Hauts-de-France.



Source : Plaquette offre de formation sanitaire en Hauts-de-France - Région Hauts-de-France

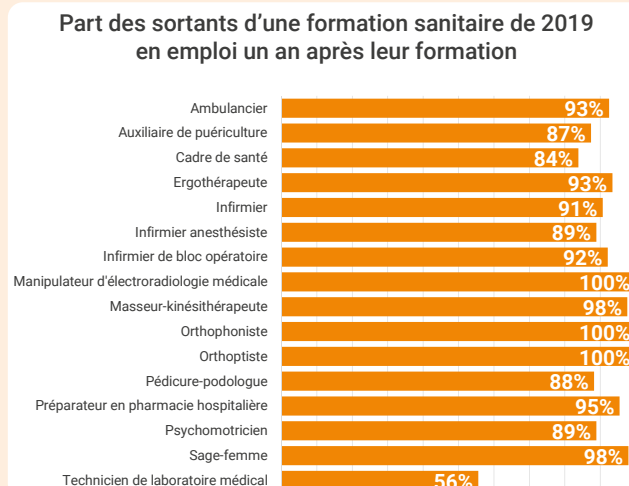
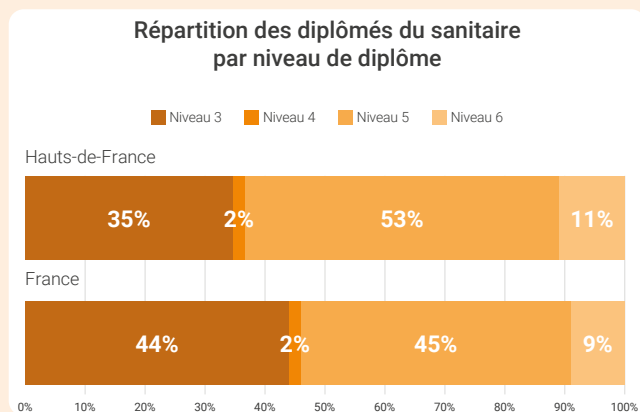
16 636 inscrits en formation paramédicale et de sage-femme

- 10,3% des inscrits de France métropolitaine
 - derrière Ile-de-France (31 929 inscrits totaux)
 - et Auvergne-Rhône-Alpes (19 475 inscrits totaux)

Un taux d'abandon faible : 5,21% en 2020

En 2020, 5 575 personnes sont diplômées d'une formation sanitaire

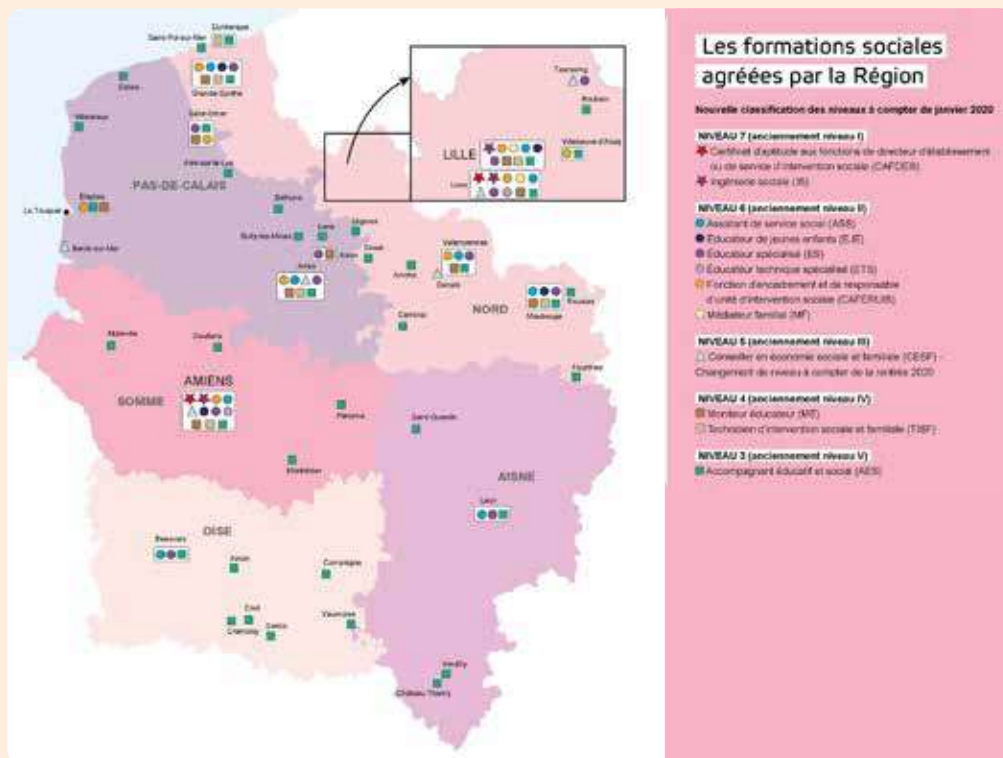
- soit un taux de réussite au diplôme de 91,4%



Source : Formations sanitaires et sociales 2019 - Enquête d'insertion à un an réalisée par la Région en 2020. Les diplômés pour lesquels le nombre de répondants étant insuffisants ne sont pas représentés ici.

67 formations sociales agréées en région Hauts-de-France

L'intégralité des 13 formations sociales nationales est disponible en Hauts-de-France.



Source : Plaquette offre de formation sociale en Hauts-de-France - Région Hauts-de-France

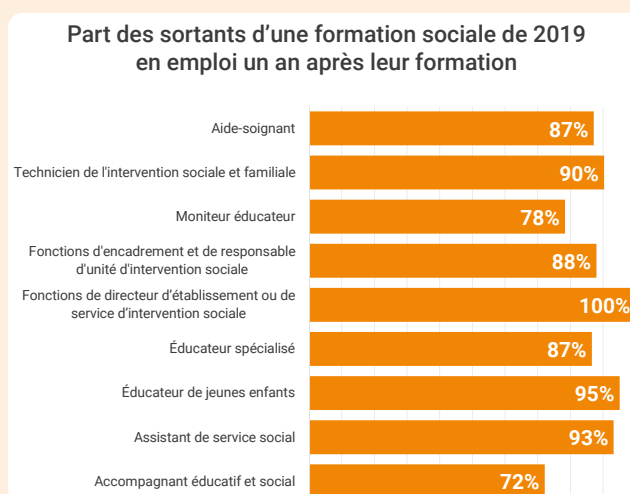
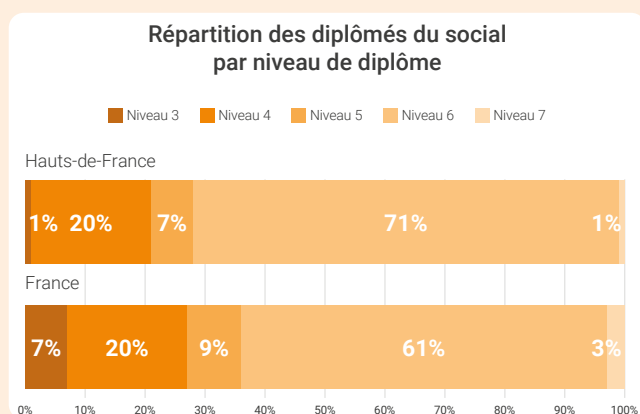
6 201 inscrits en formation sociale

- 10,6% des inscrits de France métropolitaine
 - derrière Ile-de-France (12 022 inscrits totaux)
 - et Auvergne-Rhône-Alpes (7 631 inscrits totaux)

Un taux d'abandon faible : 3,13% en 2017

En 2017, 2 473 personnes sont diplômées d'une formation sociale

- soit un taux de réussite au diplôme de 75%



Source : Formations sanitaires et sociales 2019 - Enquête d'insertion à un an réalisée par la Région en 2020. Les diplômes pour lesquels le nombre de répondants étant insuffisants ne sont pas représentés ici.

- 1] « Les Hauts-de-France : un repli démographique amplifié par la covid-19 », Insee Analyse Hauts-de-France n°126, juillet 2021. IGN ; Insee, estimations de population, code officiel géographique.
- 2] Insee, RP 2008, RP 2013 et RP 2018, exploitations principales, géographie au 01/01/2021.
- 3] « Les Hauts-de-France : un repli démographique amplifié par la covid-19 », Insee Analyse Hauts-de-France n°126, juillet 2021.
- 4] « 205 500 habitants en moins d'ici 2050 dans les Hauts-de-France », Insee Analyse Hauts-de-France n°125, juillet 2021.
- 5] Insee, RP 2008, RP 2013 et RP 2018, exploitations principales, géographie au 01/01/2021.
- 6] Ibid.
- 7] Ibid.
- 8] MENJ-DEPP, ministère des armées – DSNJ, « Journée défense et citoyenneté 2020 : près d'un jeune Français sur dix en difficulté de lecture », Note d'information, n°21.27 6 – Juin 2021.
- 9] Insee, État civil, Estimations de population (données provisoires 2020 pour le taux de natalité et l'âge moyen de la mère, données définitives pour le nombre de naissances en 2019).
- 10] Insee, État civil, Estimations de population en 2020 (données provisoires).
- 11] Insee, État civil, Estimations de population (données provisoires 2020 pour les taux de mortalité, données définitives 2019 pour le nombre de décès).
- 12] Insee, RP 2008, RP 2013 et RP 2018, exploitations principales, géographie au 01/01/2021.
- 13] ARS et OR2S, Diagnostic territorialisé des Hauts-de-France, 28 février 2019.
- 14] Insee-DGFIP-Cnaf-Cnav-CCMSA, Fichier localisé social et fiscal (Filosofi), 2018.
- 15] CNAF, MSA, Pôle Emploi ; fichier national des assedic ; FSV (Fonds solidarité Vieillesse) et enquête DREES auprès de la CNAV, du RSI, de la MSA, de la Caisse des dépôts et consignations (CDC), de l'établissement national des invalides de la marine (ENIM), de la SNCF, de la caisse d'assurance vieillesse, invalidité et maladie des cultes (CAVIMAC) pour la France métropolitaine ; Insee, estimations de population au 01/01/20 (résultats provisoires arrêtés fin 2020)
- 16] Caf, fichiers ALLSTAT.
- 17] DREES, enquête aide sociale, ISD ; Cnaf ; MSA ; Insee, estimations provisoires de population au 01/01/2019 ; Cnav pour les Dom ; DGCS.
- 18] Cnaf, fichiers BENTRIM & FILEAS, ALLSTAT (à partir de 2018) et BASE COMMUNALE ALLOCATAIRES (BCA), 2016-2019.
- 19] Les effectifs pour 2019 sont calculés sur la base d'une moyenne des effectifs de janvier à octobre 2019, sur 10 mois. À compter du 1^{er} novembre 2019, la CMU-C ainsi que l'ACS sont remplacés par la CSS (sans participation). La prestation ne change pas sur le fond, mais les remontées des données en provenance des régimes ne permettent pas, à ce jour, d'apparier les données CMU-C/ACS/CSS au niveau départemental.
- 20] CNAF, MSA, Pôle Emploi ; fichier national des assedic ; FSV (Fonds solidarité Vieillesse) et enquête DREES auprès de la CNAV, du RSI, de la MSA, de la Caisse des dépôts et consignations (CDC), de l'établissement national des invalides de la marine (ENIM), de la SNCF, de la caisse d'assurance vieillesse, invalidité et maladie des cultes (CAVIMAC) pour la France métropolitaine ; Insee, estimations de population au 01/01/20 (résultats provisoires arrêtés fin 2020).
- 21] DREES, enquête aide sociale, ISD ; Cnaf ; MSA ; Insee, estimations provisoires de population au 01/01/2019, au 01/01/2020 ; Cnav pour les Dom ; DGCS.
- 22] Insee, L'essentiel sur... les Hauts-de-France, janvier 2018 ;
- 23] Insee, Bilan Economique 2020, Hauts de France ;
- 24] Insee, RP 2018, exploitation principale ; Insee, RP 2018, exploitation complémentaire. Champ : Population active au lieu de travail
- 25] Insee, Dossier Complet, 2020, Hauts-de-France ;
- 26] Op.cit. Insee, Dossier Complet, 2020, Hauts-de-France ;
- 27] Insee, Estimations d'emploi localisées 2019
- 28] Insee Estimations trimestrielles d'emploi salarié au 1^{er} trimestre 2021 et évolutions par grand secteur d'activité ; Agreste Agriculture, Data.gouv.fr, 2021.
- 29] Pour en savoir plus, notamment sur la méthodologie de calcul des différents indicateurs, consulter : Pôle emploi – Dares, « Note méthodologique sur les indicateurs de tension », « Les tensions sur le marché du travail en 2019 », 2020
- 30] Pôle emploi – Dares, données intégrales : Les tensions sur le marché du travail, données 2019, méthodologie 2020/2021.
- 31] Insee, RP 2018, sur la base des métiers du secteur social et sanitaire (=/= Domaine-Emploi-Formation. La nomenclature des emplois a évolué depuis le dernier diagnostic du CPRDFOP.)
- 32] Insee - Taux de chômage localisés au 1^{er} trimestre 2021
- 33] Pôle emploi-Dares, STMT, chômage et demandeurs d'emploi - données CVS-CJO
- 34] Pôle emploi, Fichier des offres d'emploi, Données brutes : offres d'emploi diffusées en région Hauts-de-France
- 35] Pôle emploi – Crédoc, enquête BMO « Besoin en Main d'Oeuvre » 2021
- 36] MENJS-MESRI, Système d'information scolaire, Sifa, Safran (Extraction APAE).
- 37] DEPP- MENJS, Systèmes d'information scolaire.
- 38] MENJS-MESRI, système d'information Cyclades, Sise, Scolarité, Sifa.
- 39] MENJS-MESRI, Rectorats des académies d'Amiens et Lille, Extraction BCP.
- 40] DEPP-MENJS-MESRI / Système d'information sur la formation des apprentis (SIFA). Situation au 31 décembre de l'année scolaire.
- 41] DEPP-MENJS-MESRI / Système d'information sur la formation des apprentis (SIFA). Situation au 31 décembre de l'année scolaire.
- 42] MENJS-MESRI, Système d'information scolaire, Sifa, Safran (Extraction APAE).
- 43] Diagnostic du SRESRI, données RERS 2017 à 2021, MESRI (base SIFA), SISE Inscription Université (Calculs SRAES Hauts-de-France).
- 44] Diagnostic du SRESRI, données base SYNTHESE –SIES – Calculs SRAES Hauts-de-France.
- 45] Conseil régional – stagiaires formés au cours de l'année civile 2020
- 46] Pôle emploi, demandeurs d'emploi formés en 2020 (hors formations financées par le Conseil régional)
- 47] Pôle emploi
- 48] Enquête d'insertion à 6 mois du Conseil régional réalisée sur l'ensemble des stagiaires sortis de formation en 2020 et ayant bénéficié d'une formation financée par la Région

Liste des clusters Hauts-de-France

Cluster	Secteur	Ville
Agroé	Pôle d'excellence agroalimentaire	CAMBRAI
Agro-Sphères	Agro-alimentaire	AMIENS
AIF	Réseau des compétences ferroviaires	FAMARS
Altytud	Cluster aéronautique	ALBERT
Amiens Cluster	E-santé, Numérique et Energie	AMIENS
ARIA	Filière Industrielle Automobile	FAMARS
CD2E	Eco-transition	LOOS-EN-GOHELLE
CITC - EuraRFID	Technologies émergentes	LILLE
Club Heliom	Expertise et développement réseau	MARCQ-EN-BAROEUL
Clubtex	Textiles - Matériaux	TOURCOING
Cluster SENIOR	Services adaptés aux seniors et savoir-faire innovants	HENIN-BEAUMONT
Euralogistic	Pôle d'excellence logistique & supply chain	HENIN-BEAUMONT
Eurasanté	Nutrition-santé	LOOS
Euratechnologies	Innovation numérique	LILLE
FIBOIS	Filière Forêt - bois	AMIENS
Game Industry North	Filière du jeu vidéo	TOURCOING
Glass Vallée	Pôle Mondial du Flaconnage de luxe	EU
Lille Design	Plateforme de développement économique par le design	TOURCOING
Lille Place Tertiaire	Activités d'expertise/conseil	LILLE
Louvre Lens Vallée	Pôle Numérique Culturel	LENS
Maisons de Mode	Création mode	LILLE
Mécanov'	Pôle d'excellence mécanique	MAUBEUGE
MEDEE	Génie électrique et de l'énergie	MARCQ-EN-BAROEUL
NordCréa	Mode et textile	ROUBAIX
Pictanovo	Industries créatives	TOURCOING
Plaine Images	Industries créatives	TOURCOING
Plastium	Pôle d'Excellence Plasturgie et Composites	RUITZ
Pôlénergie	Transition Energétique	DUNKERQUE
Promotex	Textiles - Matériaux	TOURCOING
Transalley	Transports et mobilité	FAMARS
UIMM-Udimétal	Industries et Métiers de la Métallurgie	HENIN-BEAUMONT
URIC	Industrie de Confection	TOURCOING

Source : Hauts-de-France Innovation Développement

Le C2RP, Carif-Oref, Centre d'Animation, de Ressources et d'Information sur la Formation (Carif) et Observatoire Régional Emploi Formation (Oref) remplit une mission d'intérêt public en faveur du déploiement des politiques publiques d'orientation, de formation et d'emploi. Structuré en groupement d'intérêt public (GIP), il est financé par l'État et la Région.

Membre du réseau des Carif-Oref, le C2RP participe aux réflexions menées à l'échelon national dans les domaines de l'orientation, de la formation et de l'emploi.

Retrouvez les **outils** et les **ressources** sur notre site



www.c2rp.fr



Restons en contact



Partenaires

Le diagnostic partagé du CPRDFOP s'appuie sur un réseau de partenaires qui rassemble les producteurs de données statistiques et d'analyses dans le champ de la relation emploi-formation en région.

Ce fonctionnement favorise les collaborations et les travaux collectifs et optimise les résultats, de la production jusqu'à la diffusion.

- Les services de l'État (Dreets, Rectorat...)
- Les services de la Région
- Les partenaires sociaux
- Les producteurs de données statistiques et d'études (Insee, Céreq...)
- Les acteurs de l'emploi et de la formation (Pôle emploi, Afpa...)
- Les chambres consulaires (CRCI, Chambre de métiers...)
- Les OPCO
- Transitions Pro

Financeurs



3 boulevard de Belfort, 59000 Lille



03 20 90 73 00



contact@c2rp.fr